



C'est le Fonds monétaire international (FMI) qui le révèle dans son dernier rapport produit sur le Cameroun, le 16 janvier. «Le niveau de la dette de l'Etat vis-à-vis des entreprises publiques a sensiblement augmenté en 2016 et atteint 17 % (2 262,7 milliards FCfa) du PIB [24,2 milliards de dollars, soit environ 13 310 milliards FCfa].»

Selon le FMI, cette augmentation s'explique par une hausse de 290 % de la dette de la Société nationale de raffinage (Sonara). Toujours d'après le FMI, le niveau de la dette à « court terme » des entreprises publiques, qui est égal à 6 % du PIB, pose le plus gros risque pour le budget. De cette dette à court terme, 73 % (1 651 milliards FCfa) sont dus par seulement quatre entreprises publiques.

Dans la catégorie des dettes à court terme, les quatre entreprises publiques les plus endettées sont la Sonara, la Camtel, le Chantier naval et industriel du Cameroun et le Port autonome de Douala. Dans la catégorie de la dette à « moyen et long terme », les quatre entreprises d'État les plus endettées sont Sonara, Camtel, Camwater et Electricity Development Corporation (EDC).

Ces dettes, selon le FMI, représentent d'importants passifs conditionnels pour l'État, car trois des quatre entreprises en question, ont des marges d'exploitation négatives. La dette envers la Sonara est la plus énorme car, en 2015 déjà, l'Etat du Cameroun était débiteur auprès de la

Société nationale de raffinage de la somme de 1 860 milliards FCfa.

Pour comprendre comment en est-on arrivé à cette dette colossale, il faut noter que cette somme représente l'argent que la Sonara a dépensé pendant plus de 5 ans pour gérer les pénuries des produits pétroliers à la pompe durant les périodes de crise.

Source: Quotidien Emergence
